

2 Politique

En prélude au prochain congrès extraordinaire de DN/Trois questions à... Jonathan Ndoutoume Ngome

"Ces assises sont essentiellement consacrées à la révision des textes"

Propos recueillis par Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

C'est entre autres ce qui ressort de l'entretien que le porte-parole de Démocratie nouvelle (DN) a accordé à notre rédaction, avant-hier. Tout en ajoutant qu'au cours des travaux, d'autres aspects essentiels au fonctionnement dudit parti seront abordés, l'actuel ministre délégué aux Affaires sociales n'a pas manqué d'affirmer que "DN se porte bien".

L'union. Démocratie nouvelle va bientôt organiser un congrès, à partir de demain pour être plus précis. Peut-on connaître les principaux enjeux de ces assises ?

Jonathan Ndoutoume Ngome : Effectivement Démocratie nouvelle (DN) va tenir un congrès extraordinaire ce week-end, les 16 et 17 de ce mois. Il vise quelques aspects essentiels. D'abord la révision des textes. Vous savez que notre parti a été créé à la veille de l'élection présidentielle de 2016 et à l'époque, nous avons pris fait et cause pour le candidat de l'opposition Jean Ping. Mais après, beaucoup d'eau a coulé sous le pont, nous avons pensé qu'il fallait adopter la position d'une opposition républicaine, constructive. Nous nous sommes situés un peu au centre, c'est-à-dire que nous n'avons plus voulu continuer notre route avec ceux qui pensent être d'une opposition résistante ou radicale parce que, nous ne savons pas ce que cela veut dire. Nous, nous pensons que nous prônons les idées de gauche, nous avons peut-être une idéologie qui ne s'écarte pas de la social-démocratie. Et de ce point de vue, nous ne pensons pas que l'appellation "président", "vice-président" sied à notre parti. Je pense que si les congressistes acceptent les propositions qui seront faites par les instances dirigeantes du parti, nous risquerons de nous rapprocher des appellations classiques d'un parti de gauche notamment un pre-



Jonathan Ndoutoume Ngome, porte-parole de Démocratie nouvelle.

mier secrétaire qui est entouré des secrétaires, chacun avec sa spécialité. Si vous voulez, c'est un peu le gouvernement du parti qui se retrouve autour du leader. Je pense que ce sont ces innovations que certainement, nous allons proposer aux congressistes qui doivent l'adopter ou les rejeter. De ce point de vue, nous pensons qu'il y aura un toilettage des textes de notre parti.

A quelques jours de la tenue de ces assises, d'aucuns parlent d'une série de démissions. Qu'en est-il exactement ? Le directoire de DN est-il au fait de ces départs consommés ou à venir ?

Vous savez au Gabon, on peut être mieux informé que ceux-là qui sont les plus concernés. Moi je suis jusque-là, malgré mes fonctions au gouvernement, secrétaire national à la Communication, porte-parole d'un parti et, je n'ai pas vent d'une démission au sein de DN. Et même s'il y avait des démissions, ainsi va un parti politique, certains partent et d'autres arrivent. Ça me gêne souvent quand on parle de démission dans un parti, mais on ne parle jamais de ceux qui viennent. Vous savez en ce moment et vous serez très surpris, de voir qu'à ce congrès, il y a bien des

figures emblématiques de la politique gabonaise, que ce soit de la majorité ou de l'opposition, qui feront leur entrée au sein de DN. Vous ne perdez rien à attendre, je vous convie donc à l'ouverture de ce congrès et tout le long des travaux vous verrez bien d'autres figures charismatiques de la vie politique de ce pays.

Ceci pour vous dire que ce ne sont pas les départs qui

peuvent nous déboussoler. La vie d'un parti politique, d'une organisation est faite ainsi, un engagement politique est personnel. Vous pouvez partir lorsque l'idéologie d'un parti ne vous intéresse plus. Tout comme vous pouvez rester lorsque vous pensez que vous trouvez encore vos centres d'intérêt idéologiques au sein de ce parti. Pour ma part, je sais que DN se porte bien et nous sommes à la veille des rendez-vous électoraux notamment les élections législatives du mois d'avril si elles ne sont pas reportées à nouveau. Puis, en 2019, les élections locales. De ce point de vue, nous pensons que pour qu'un parti politique mesure véritablement son poids sur le terrain, il va falloir affronter ces rendez-vous électoraux. Tel est notre objectif, c'est-à-dire aller aux Législatives et chercher à avoir un groupe parlementaire en ayant au moins six députés. L'autre objectif c'est de préparer les Locales de 2019. Nous avons été au Dialogue et nous pensons que tout ce que nous avons contribué à mettre sur pied se concrétise au niveau des élections. On voit bien que nous qui avons été à ce Dialogue, nous sommes aussi une force de proposition. Et, de ce point de vue, nous avons une offre politique à proposer aux populations

gabonaises.

Depuis la création de DN, nombreux sont ceux qui pensent que vous ne vous investissez que dans la province du Woleu-Ntem. Ne pensez-vous pas que vous donnez raison à ceux qui accusent DN d'être un parti provincial pour ne pas dire ethnique ?

Ceux qui pensent que nous avons réduit DN à la province du Septentrion n'ont qu'à venir en tant qu'observateurs lors du congrès, ils verront bien qu'il y aura des dizaines, sinon des centaines de patronymes qui n'ont rien à voir avec la province du Woleu-Ntem. Ceci pour dire que toute organisation a forcément une base. Je ne mets pas en cause le fait que DN ait comme base la province du Woleu-Ntem, l'Estuaire. Mais en même temps, aujourd'hui nous sommes en train de faire un effort d'implantation de notre parti dans le reste du Gabon. Vous savez que pour légaliser un parti, le ministère de l'Intérieur ne peut pas se baser à la seule représentativité d'une province. Si j'ai bonne souvenance, on vous demande au moins 3 000 signatures et vous n'allez pas seulement les trouver dans une seule province. Ce qui veut dire que, lors de la légalisation de notre parti, il y a bien eu des listes d'adhésion qui ont été réalisées dans d'autres provinces en dehors du Septentrion. Ceci pour dire que ce n'est pas le fait que le président de DN soit ressortissant du Woleu-Ntem qu'on va forcément affirmer mordicus que ce parti est un parti provincial. Nous, ce n'est pas notre créneau. Les gens peuvent dire ce qu'ils veulent. Quand on prend l'exemple de l'Union nationale, est-ce que vous pouvez me dire quel est le nombre de cellules qu'on retrouve dans d'autres provinces en dehors du Woleu-Ntem ? Voilà un parti auquel moi j'ai appartenu, la base est essentiellement woleuntemoise et peut-être dans l'Estuaire dont la tête est occupée par des leaders issus d'autres provinces. Ça, personne n'en parle. En tout cas, pour nous, DN est là, et on avance. On verra bien l'implantation de notre parti après le congrès.

A la veille du congrès extraordinaire de Démocratie nouvelle

Le collège des vice-présidents dépose une "motion préjudicielle"



Quelques cadres de Démocratie nouvelle dénonçant le mode de fonctionnement du parti.

M.A.M
Libreville/Gabon

REGROUPEMENT de cadres de Démocratie nouvelle (DN), le collège des vice-présidents a déposé une "motion préjudicielle" en vue de l'ajournement du congrès extraordinaire de ce parti de l'opposition modérée, prévu les 16 et 17 février 2018. Une position exprimée hier dans une déclaration à Libreville.

Une démarche que les signataires justifient par rapport à certains dysfonctionnements constatés au sein de leur formation politique et dont ils rendent responsable le président de DN, René Ndemezo'Obiang. « Il faut dire que pour le président de notre parti, cette propension à déroger au corpus des lois est devenue si courante qu'elle avait déjà conduit d'autres vice-présidents, avant nous, à déposer leur démission », a

indiqué Mathieu Obame Etoughe, principal orateur. Pour mieux éclairer journalistes et militants présents, le collège des vice-présidents, des secrétaires et délégués nationaux, membres du bureau politique de DN, a présenté brièvement quelques actes qui seraient, selon eux, une violation des textes du parti. D'abord, « l'absence de collégialité dans la prise de décisions engageant le devenir du parti. » Toute chose faite,



Vue partielle de quelques militants présents lors de la déclaration.

selon les indignés, au profit « d'une forme d'auto-délibération confinante à l'autocratie. » L'émergence d'un « tropisme politique ethno-régionaliste voisinant avec le népotisme dont la conséquence la plus politiquement préjudiciable est de priver le parti d'une envergure nationale et donc républicaine ; la présence de l'enrichissement personnel par rapport à l'intérêt général, alors qu'au sein du parti, nous faisons la pro-

motion d'une prospérité partagée (...), sont d'autres griefs faits au président de DN par les cadres de son parti. En outre, M. Obame Etoughe et les siens déplorent également le fait que la province du Woleu-Ntem reste la zone de rayonnement de DN. « Dans sa pratique politique à DN, la République ne se réduit qu'au Grand Nord, mieux, à deux départements, le Ntem (Bitam) et l'Okano (Mit-zic) », ont-ils aussi déploré.

C'est fort de toutes ces dénonciations que le collège a déposé cette "motion de censure préjudicielle". Tout en appelant les militants à la vigilance. D'autant que, selon les indignés, de telles pratiques « n'augurent pas de lendemains meilleurs pour les militants épris de démocratie que nous sommes. » Par ailleurs, le collège a informé l'opinion de ce qu'une copie de sa déclaration sera déposée auprès du ministère de l'Intérieur.